



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DEPAFI - Service Immobilier

30 Boulevard Clémenceau

21070 DIJON

Aménagement des nouveaux locaux de l'UEMO

Site de LONS LE SAUNIER

165 Avenue Paul SEGUIN



DEVIS DESCRIPTIF des TRAVAUX / C.C.T.P.

Niveau D.C.E.

LOT N° 1 - DEPOSE / REEMPLOI

Architecte



Cabinet BEURET-RATEL

2, rue des Rochettes - 39000 LONS LE SR
Tél 03.84.24.43.24 - Fax 03.84.43.07.69
beuret.ratel@wanadoo.fr

Economiste



SAS BROISSIAT DEQUEKER

10, Bld Gambetta - 39000 LONS LE SAUNIER
Tél 03.84.43.16.66
broissiat.economiste@wanadoo.fr

O.P.C.



Cabinet HOMM

8, En Vallot - Grusse - 39190 VAL SONNETTE
Tél 06.03.58.63.00
c.haubruege@homm-bat.com

Etudes techniques



Cabinet LAZZAROTTO

9, Montée St Romain - 39200 ST CLAUDE
Tél 03.84.45.60.28 - Fax 03.84.45.12.12
bet@lazza.biz

JUILLET 2025

1 - PARTIES CONTRACTANTES

D'une part :

Maître d'ouvrage



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DEPAFI – Service Immobilier
30, Bld Clémenceau – 21070 DIJON

Et d'autres part :

Les entrepreneurs de chacun des corps d'état dont les soumissions auront été acceptées par le maître d'ouvrage et désignées dans les documents par « l'entreprise »

2 – INTERVENANTS

Architecte	Cabinet BEURET-RATEL 2, rue des Rochettes – 39000 LONS LE SAUNIER
Economiste	Cabinet BROISSIAT DEQUEKER 10, Bld Gambetta – 39000 LONS LE SAUNIER
Etudes Techniques	Cabinet LAZZAROTTO 9, Montée Saint Romain – 39200 SAINT CLAUDE
BET Structures	/
OPC	Cabinet HOMM 8 En Vallot - Grusse - 39190 VAL SONNETTE
Bureau de Contrôle	Cabinet APAVE 420, rue Blaise Pascal – 39000 LONS LE SAUNIER
Coordonnateur SPS	
Bureau d'étude Valorisation des Ressources	Cabinet L.C.D. 7, rue du Temple – 25300 DOUBS

3 - OBJET des TRAVAUX

Aménagement des nouveaux locaux de l'UEMO
165, Avenue Paul Seguin – 39000 LONS LE SAUNIER

4 - LISTE des LOTS

- LOT N° 1 – DEPOSE / REEMPLOI
- LOT N° 2 – DEMOLITION / MACONNERIE
- LOT N° 3 – METALLERIE / SERRURERIE
- LOT N° 4 – PLATRERIE / PEINTURES
- LOT N° 5 – MENUISERIES INTERIEURES
- LOT N° 6 – REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES
- LOT N° 7 – VENTILATION / PLOMBERIE
- LOT N° 8 – ELECTRICITE COURANTS FAIBLES / FORTS

5 – ENGAGEMENT DES ENTREPRISES POUR LE REEMPLOI

Les entreprises s'engagent à intégrer les matériaux de réemploi dans le cadre d'un protocole de vérification précisant : la traçabilité du produit, sa conformité d'usage, son état général.

Les entreprises devront obligatoirement s'inscrire sur l'outil de suivi Trello, mis à disposition gratuitement par Low Carbon Design. Cet outil servira à : référencer les matériaux proposés au réemploi, recueillir les avis des entreprises, valider collectivement les choix en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage (MOA), le maître d'Œuvre (MOE), les bureaux d'études et, le cas échéant, le bureau de contrôle.

Les entreprises recevront une notification lors d'une proposition de matériaux de réemploi. Celles-ci s'engagent à répondre en moins d'une semaine sur le logiciel de suivi TRELLO

6 - TRAVAUX NON COMPRIS

- Mobilier intérieur : chaises, tables, meubles....
- Equipement de cuisine
- Plans d'évacuation et extincteurs

7 - DOCUMENTS DE TRAVAIL

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) a été réalisé sur la base des plans suivants :

- Plans Architecte : Octobre 2024
- Plans Electrique / Thermique : Mars 2025

8 – DESCRIPTIF DE L'OPERATION

L'entrepreneur est réputé avoir une connaissance de l'ensemble des pièces du projet, ainsi que des prescriptions des documents contractuels d'ordre général et en particulier auxquelles il est soumis.

Après consultation des entreprises, si pour des raisons d'économies au projet ou toutes autres raisons, les spécifications du devis descriptif de base doivent être modifiées par le concepteur avec l'accord du Maître d'Ouvrage, l'entrepreneur sera informé de l'ensemble de ces modifications relatives à son lot et autres implications résultant de ces modifications

9 – CLASSEMENT DE L'OPERATION

Type (activité principale et annexes) : ERP – Type R

CLASSEMENT DU SITE :

Action de la Neige et du Vent selon l'Eurocodes

Neige : Zone C1

Vent : Zone 1

Zone sismique : 3 (modéré)

Altitude : 255 m

REGLEMENT THERMIQUE APPLICABLE : /

RAPPORT INITIAL DU BUREAU DE CONTROLE : /

RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE : /

RAPPORT DIAGNOSTIC PLOMB : /

10 - VERIFICATION DES DOCUMENTS

Toutes les entreprises devront prendre auprès du concepteur tous les renseignements qui lui seront nécessaires :

- Pour l'établissement de l'offre
- Pour assurer une parfaite exécution des travaux

Il est stipulé qu'en aucun cas les entreprises ne pourront se prévaloir d'insuffisance de renseignements pour justifier d'une augmentation de leur prix ou une exécution non conforme aux documents du projet. Pour les travaux à réaliser dans le cadre d'une opération d'extension ou de réhabilitation, les entreprises ont l'obligation de se rendre sur place et de prendre connaissance des lieux.

11 - PLANS DE LA CONSULTATION

L'entreprise devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux plans et s'assurer de leur concordance. Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les plans et l'entreprise devra sur place s'assurer de la possibilité de mise en œuvre avant toute exécution. L'entreprise signalera en temps utile, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire ainsi que les changements qu'elle croirait utile d'y apporter. Il est précisé que les dimensions figurant sur les plans et descriptifs ne sont données qu'à titre indicatif.

12 - PLANS D'EXECUTION DE L'ENTREPRISE

Tous les plans d'exécution des entreprises devront être soumis à l'approbation du concepteur et les entreprises devront tenir compte des recommandations ou des rectifications faites et pourront exécuter que les travaux représentés sur les plans approuvés par celui-ci.

13 - DESCRIPTIF - (CCTP)

Le descriptif définit dans toute la mesure du possible les ouvrages à exécuter. L'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, même ceux qui ne sont pas explicitement décrits, mais qui s'avèrent implicitement nécessaires par le fait que les travaux doivent être livrés totalement achevés dans les règles de l'Art et conformes aux normes et règlements en vigueur.

14 - QUANTITATIF – (DPGF)

Les quantités portées sur les DPGF sont calculées à partir des plans de consultation. Il appartient à l'entreprise, dans tous les cas, de vérifier ces quantités et de les adapter en fonction de son étude, de la visite des lieux et de la technicité du chantier employée. L'entreprise notera tous ses désaccords sur un mémoire annexé à l'acte d'engagement ou à son offre. Après notification du marché, aucune réclamation de l'entreprise ne sera recevable après signature des marchés.

15 - CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION

Sauf dérogation portée par les documents particuliers du marché, l'exécution des travaux traditionnels est soumise aux dispositions des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) existants suivants :

- Cahier des Clauses Techniques Communes (présent document)
- Prescriptions provisoires ou techniques isolées ayant valeur de Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Règles de calcul
- Les fournitures devront répondre aux spécifications des normes françaises existantes
- Les D.T.U. et normes applicables sont ceux dont le mois de prise d'effet figurant sur le document est antérieur de deux mois à celui du lancement de la consultation
- L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux non traditionnels est subordonné soit à un avis technique en cours de validité délivré en application de l'arrêté du 02/12/1969, soit à un accord expressément constaté par les parties.
- Eurocodes

16 - LIMITATION DU BRUIT

Les entrepreneurs devront se reporter à la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 dite « loi bruit » codifiée sous les articles L 571-1 à L 571-25 du Code de l'environnement, à son décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995 ainsi qu'à l'arrêté du 22 mai 2006 du Ministère de l'Ecologie et du développement durable fixant les niveaux sonores maximaux admissibles. Ces règlements devront être respectés notamment en ce qui concerne la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes moto compresseurs et par les moteurs à explosion des engins de chantier

17 - SECURITE DES TIERS ET DU PERSONNEL TRAVAILLANT SUR LE CHANTIER

Les entrepreneurs devront se soumettre aux directives et recommandations du coordonnateur de sécurité dans le cas où il lui sera fait appel pour ce chantier dans le cadre de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994 ainsi que les différents arrêtés parus ou à paraître pouvant être applicables.

L'entreprise devra prendre toutes les protections ou mesures pour assurer la parfaite sécurité des personnes (balisage, condamnation provisoire, etc...)

18 - PERMIS DE FEU

Le permis de feu est obligatoire pour tous travaux utilisant une source de chaleur. Il ne pourra être accordé d'une manière générale ou permanente, mais définira quotidiennement l'utilisation et la localisation d'instruments à feu. Des sanctions pourront être prises en cas de manquements graves. Le chantier devra être préalablement nettoyé, des protections seront disposées aux emplacements à risques. A côté de l'ouvrier, prévoir un aide muni d'un extincteur dont l'état de marche aura été préalablement et à chaque fois vérifié. Il est également recommandé de prévoir un système d'alarme conventionnel (trompe ou sifflet)

19 - ENGINS DE LEVAGE ET ACCES AUX OUVRAGES

Chaque entreprise assurera par ses propres moyens la manutention de ses matériaux. Toutefois, l'entreprise disposant de moyens de levage pouvant servir aux autres corps d'état, ne pourra en refuser la location à ceux-ci dès lors qu'ils en feraient la demande en temps utile. Chaque entreprise doit mettre les moyens nécessaires pour accéder à ses ouvrages tel qu'échafaudage, nacelle etc...

20 - NETTOYAGE DE CHANTIER

Le chantier sera tenu en parfait état de propreté jusqu'à l'achèvement des ouvrages. A chaque stade de ses interventions, l'entrepreneur de chaque lot doit nettoyer les lieux et évacuer ses déblais et gravois aux décharges publiques.

21 - EVACUATIONS – ELIMINATION DES DECHETS

L'entreprise doit de se renseigner, pour la remise de son offre sur les conditions de mise en décharge et d'élimination des déchets dans le secteur géographique où se situe le chantier. Il prendra toutes les dispositions en conséquence et assumera tous les frais en découlant.

DESCRIPTIF DES TRAVAUX**LOT N°1 - DEPOSE / REEMPLOI****1 DEPOSE COMPLETE AVEC DE MENUISERIE EXTERIEURE EN ALUMINIUM DE 80/201**

Dépose complète de menuiserie extérieure en aluminium (composé d'une allège fixe vitrée et d'ouvrant à la française) avec soin pour réemploi ex situ. Les doublages et les sols existants sont conservés compris échafaudage nécessaire, découpe soignée des doublages et des plinthes bois, descellement et enlèvement aux centre de traitement agréé, toutes sujétions

LOCALISATION :

- façade façade OUEST
- niveau RDC : bureau 1
- niveau R+1 : bureau 9

2 DEPOSE COMPLETE AVEC SOIN DE MENUISERIE EXTERIEURE EN ALUMINIUM DE 200/201

Dépose complète de menuiserie extérieure en aluminium (composé d'une allège fixe vitrée, d'un châssis fixe vitrée et d'un châssis ouvrant) avec soin pour réemploi ex situ. Les doublages et les sols existants sont conservés compris échafaudage nécessaire, découpe soignée des doublages et plinthes bois, descellement et enlèvement aux centre de traitement agréé, toutes sujétions

LOCALISATION :

- façade façade OUEST
- niveau RDC : bureau 1
- niveau R+1 : bureau 8

3 FERMETURE PROVISOIRE 200/281 EN MATERIAUX DE REMPLOI

Fermeture provisoire des baies de 2.00*2.81 en matériaux de remploi après dépose des menuiseries compris fixation, joints d'étanchéité, toutes sujétions

LOCALISATION :

- niveau RDC, bureau 1

4 FERMETURE PROVISOIRE 200/241 EN MATERIAUX DE REMPLOI

Fermeture provisoire des baies de 2.00*2.41 en matériaux de remploi après dépose des menuiseries compris fixation, joints d'étanchéité, toutes sujétions

LOCALISATION :

- niveau R+1, bureau 8

5 DEPOSE BANQUE D'ACCEUIL

Dépose avec soin de la banque d'accueil avec l'estrade pour remploi EX SITU compris démontage avec soin, mise sur palette, toutes sujétions

LOCALISATION :

- hall d'entrée

Aménagement des nouveaux locaux de l'UEMO Jura

Site de Lons le saunier

165 Avenue Paul SEGUIN

6 DEPOSE DE MEUBLE EVIER

Dépose avec soin de meuble évier pour remploi EX SITU compris démontage avec soin, mise sur palette, toutes sujétions

LOCALISATION :

- salle de réunion

7 DEPOSE DE CLOISON ACOUSTIQUE RABATTABLE

Dépose avec soin la cloison acoustique rabattable de 5.00* 3.20 pour réemploi EX SITU compris démontage avec soin, mise sur palette et transport jusqu'à une plateforme de réemploi, toutes sujétions

LOCALISATION :

- salle de réunion

8 DEPOSE DE BLOC-PORTE DE 83/204 POUR REEMPLOI

Dépose de bloc-porte de 83/204 pour réemploi ex situ compris dépose de l'huissierie, découpe soignée des cloisons et mise sur palette, toutes sujétions

LOCALISATION :

- Niveau RDC
 - porte sanitaire hall d'entrée
 - porte bureau 2
 - porte sanitaire 1
 - porte wc du sanitaire 1
- Niveau R+1
 - porte bureau 2

9 DEPOSE DE PLAFOND DEMONTABLE POUR REEMPLOI

Dépose avec soin de plafond démontable dalle de 600/600 pour réemploi EX SITU mais une cinquantaine de dalle seront conservées sur chantier pour une utilisation IN SITU compris dépose des dalles, dépose des ossatures, mise sur palette, toutes sujétions

LOCALISATION :

- Niveau RDC :
 - sas
 - hall d'entrée
 - salle de réunion
 - l'ensemble des sanitaires
 - bureau 1-2-3-4-8
- Niveau R+1
 - sanitaires
 - bureau 1-2-7-8
 - dégagement 1-2

10 DEPOSE DE PORTE VITREE COULISSANTE EN APPLIQUE

Dépose avec soin de porte vitrée coulissante en applique avec huisserie en pin lamellé collé pour réemploi EX SITU compris mise sur palette, toutes sujétions

LOCALISATION :

- Niveau R+1
 - entre bureau 7 et 8

Aménagement des nouveaux locaux de l'UEMO Jura

Site de Lons le saunier

165 Avenue Paul SEGUIN

11 DEPOSE DE PORTE DE PLACARD COULISSANTE EN STRATIFIE

Dépose avec soin de porte de placard stratifiée coulissante collé pour réemploi EX SITU compris mise sur palette, toutes sujétions

Nota : 8 vantaux sont déposés par le menuisier pour réemploi IN SITU

LOCALISATION :

- suivant plan de démolition

12 DEPOSE D'AMENAGEMENT INTERIEUR DE PLACARD

Dépose avec soin de l'aménagement intérieur de placard en panneau mélaminé blanc pour réemploi EX SITU compris mise sur palette, toutes sujétions

LOCALISATION :

- suivant plan de démolition
- l'ensemble des placards démolis